

CAROLE CASTILLO ET ELIZABETE CUNHA, UN MÊME ENGAGEMENT POUR RENENS

Pour elles, faire de la politique semblait réservé aux universitaires. C'est donc avec surprise et fierté qu'elles sont toutes deux sollicitées pour rejoindre le Conseil communal, en 2017 pour Carole et en 2021 pour Elizabete. Très engagées, elles ont appris le fonctionnement des institutions et se présentent aujourd'hui à la Municipalité.

DES RACINES ICI ET AILLEURS

Elizabete est arrivée du Portugal en 2004, le cœur serré d'avoir laissé ses proches mais pleine d'espoir d'offrir un avenir meilleur à sa famille. Elle pose ses valises à Renens en 2006. Avec le temps, elle a tissé des liens forts avec sa commune d'adoption. Aujourd'hui mariée et mère de deux filles adultes, elle vit dans le quartier de Florissant, où elle travaille comme concierge, un métier de proximité qui la relie chaque jour à la réalité des habitant-e-s.

Au Portugal Elizabete était secrétaire de direction dans une fabrique, où elle était en contacts réguliers avec les ouvriers. Une expérience qui lui a transmis le goût de la rigueur et le sens du contact humain.

Carole arrive à Renens en 2003, après un séjour de 12 ans au Chili, où elle a eu trois enfants. Dans ce pays qu'elle a profondément aimé, elle a été confrontée à la pauvreté, à l'affaiblissement des services publics, mais aussi à une solidarité populaire extraordinaire. Elle y a appris l'importance des liens sociaux pour faire face à l'adversité. Cette expérience a profondément marqué sa conscience politique.

De retour en Suisse, Carole s'engage localement. Elle commence comme bénévole à l'EFRE, avant de devenir membre du comité, puis présidente.



Crédit photo @claudiocunha

PORTEUSES DE VOIX DANS LES INSTITUTIONS LOCALES

Au sein du Conseil communal, Elizabete aime porter la voix de celles et ceux qu'on n'écoute pas. Elle s'investit activement dans les commissions de préavis, convaincue que chaque voix compte dans les décisions municipales. Pareil au sein de la CISE (commission d'intégration Suisses-étranger.ère.s): soutenir des projets d'intégration lui rappelle que la ville vit grâce à ce dynamisme, qu'il faut défendre.

Carole a présidé le Conseil communal en 2021. Elle s'est toujours sentie utile dans une commune dynamique comme Renens.

Ce qui la motive: voir que les idées issues du Conseil peuvent devenir des projets portés par la Municipalité. En parallèle, elle poursuit son engagement social: l'EFRE lui permet de soutenir concrètement les gens qu'elle représente dans la sphère politique. A l'ARASOL, (qui gère le CSR), elle œuvre pour plus de justice sociale, en soutenant des actions très concrètes telles que la porte d'orientation sociale ou les permanences numériques (Clic'ensemble), visant à lutter contre l'isolement, l'exclusion et le non recours aux prestations sociales.

«UNE POLITIQUE PROCHE DES GENS»

Si elle est élue, Elizabete espère pouvoir incarner une politique humaine et proche des gens. Elle est préoccupée par la hausse des primes de l'assurance maladie et des loyers, l'affaiblissement des services publics, les difficultés croissantes des aînés et des jeunes.

Carole défendra des services publics forts, une répartition équitable des ressources, un véritable accès aux droits sociaux et au logement pour toutes et tous. Pour elle, l'extrême pauvreté, qui mène parfois au sans-abrisme, est le symptôme d'un système qui doit apprendre à protéger ses membres les plus vulnérables.

RENCONTRER NOS CANDIDATES ET LA FOURMI ROUGE:

- Samedi 22 novembre — Place du Marché Renens 9h30–12h — Risotto
- Mercredi 10 décembre — Place du Marché Renens 17h30–19h30 — Soupes de Noël du FAR
- Samedi 13 décembre — Place de la Gare Sud 10h–12h

SOMMAIRE

PAGE 2
Nouvelles de Renens

PAGE 3
Votations fédérales et cantonales

PAGE 4
Portrait et Ailleurs à l'Ouest

EXTENSION DES HORAIRES DES MAGASINS: FRIGO OU RÉFÉRENDUM?



Parfois, nous sommes contents qu'une proposition de la Municipalité reste au frigo! Le préavis déposé fin 2024 pour «harmoniser» les heures d'ouverture des commerces de Renens à ceux des communes environnantes, répondait à une motion PLR. Son effet principal aurait été de prolonger de 17 à 18h l'ouverture des magasins les samedis. Le débat en commission du Conseil a été vif. La Fourmi rouge en particulier s'est opposée à cette mesure, sur le fond, et a regretté vivement aussi l'absence totale de concertation avec le syndicat du personnel de vente. Début 2025, la Municipalité a retiré son préavis, reconnaissant ce manque de concertation et souhaitant un débat dans un «cadre serein». Intéressant de voir qu'à Orbe, sur une proposition identique votée par le législatif, un référendum vient d'être lancé par la gauche et le syndicat.

POURQUOI NOUS SOMMES CONTRE L'EXTENSION DES HORAIRES DES GRANDES SURFACES?

D'abord, dans une position de principe de défense des métiers de la vente, souvent majoritairement féminins et précarisés. L'extension des horaires augmente l'amplitude de la journée de travail et les horaires irréguliers. Elle favorise aussi l'utilisation d'une main d'œuvre à temps partiel, précaire aussi, sans droits sociaux. Et les petits commerces font les frais d'une telle libéralisation, ne pouvant souvent pas s'aligner sur des horaires étendus. Finalement, et cet argument n'est pas le moindre, nous ne sommes pas en faveur d'un monde où la seule valeur est de consommer de plus en plus et où on pousse les gens à le faire, sans augmenter leur salaires!

NON À UN BUDGET CANTONAL DE «MOINS D'ÉTAT»...

Après deux décennies d'excédents, les comptes du canton ont plongé dans le rouge. Un «Moins d'Etat» voulu clairement par la majorité de droite, dénonce Vincent Keller, député POP de Renens. «Le Conseil d'Etat a multiplié les cadeaux fiscaux à répétition aux plus riches et introduit un «bouclier fiscal» pour limiter la progressivité de l'impôt sur les très grandes fortunes, appliqué de manière particulièrement complaisante... Sans ces cadeaux aux plus nantis, le budget serait très largement excédentaire».

Ce budget d'austérité attaque de front les conditions de travail de plus de 70'000 employé.e.s des secteurs publics et parapublics, en leur imposant «une contribution de crise» de 0.7% sur leur salaire; les 15'000 personnes présentes dans la rue le 2 octobre ont montré l'ampleur des protestations, qui vont se poursuivre en novembre. Outre la fonction publique, ce budget touche aussi des prestations à la population, dans les domaines du social, de la santé et de la petite enfance.

... ET AU RACKET SUR LES COMMUNES!

Et il s'attaque de façon «scandaleuse» aux communes, estime Vincent Keller, en colère, comme Silvio Torriani, conseiller communal Fourmi rouge: ce dernier a demandé à la Municipalité de Renens de combien elle serait pénalisée en 2026 (l'estimation est autour de 500'000 frs!), et surtout de mettre tout en œuvre pour s'opposer à ce racket de mafioso! En effet, le canton, après un simulacre de négociations avec les faïtières des communes, veut changer les règles (fixées par une loi) de la répartition des impôts sur les gains immobiliers, pour s'en arroger une plus grande part, récupérant ainsi pas moins de 39 millions sur le dos de l'ensemble des communes!

OUI À UNE «CONTRIBUTION DES CRISE» DES TRÈS GROSSES FORTUNES!

Céline Misiego, députée POP de Lausanne, demande pour sa part une «contribution de crise» de 0.7% également, mais sur les grandes fortunes de plus de 1 million et sur les bénéficiaires du bouclier fiscal.

TAXES ET SUBVENTION TRANSPORT... UN CHOIX DIFFICILE!

Le fonds du développement durable, en place depuis 2008, est alimenté par une taxe sur la consommation d'électricité.

Régie par une loi cantonale, cette taxe est strictement affectée (soutien des énergies renouvelables, éclairage public, efficacité énergétique, mobilité douce, transports publics, développement durable).

En juin, une proposition de l'augmenter a été débattue au Conseil communal. La Municipalité souhaitait disposer d'une marge de manœuvre pour financer de nouvelles mesures, se référant aussi au postulat déposé (2022) par Joelle Zahnd et Marie Schneider (Fourmi rouge) pour une gratuité des transports pour les jeunes et les retraités. Le préavis municipal fait un pas dans cette direction, avec des subventions annuelles pour l'abonnement des enfants (20 frs), des retraités et des jeunes en formation (150 frs), complétées de 100 francs pour les bénéficiaires de prestations complémentaires.

Si la Fourmi rouge a rappelé le caractère impopulaire des taxes, la majorité du Conseil a préféré reconnaître la portée sociale de la mesure. Les deux Municipaux Fourmi rouge l'avaient également soutenue, pour pouvoir offrir à la population une prestation attendue à Renens, où 20 % de la population a plus de 60 ans, 30 % moins de 25 ans et 10 % perçoit des prestations complémentaires. Il y a parfois des points de vue qui diffèrent entre membres d'un même parti selon leur fonction, et c'est la vie!

La solidarité devrait idéalement toujours passer par l'impôt, et la Fourmi rouge s'y attelle autant qu'elle le peut. Mais dans un contexte de difficultés budgétaires, cette décision permettra dès 2026 à plus de la moitié des habitants de bénéficier d'un rabais sur leur abonnement. Et le Conseil a laissé dans la course le postulat Zahnd – Schneider dans l'idée de pouvoir aller, une fois, plus loin.

VOTATIONS FÉDÉRALES ET CANTONALES DU 30 NOVEMBRE

SERVICE CITOYEN SUR LE DOS DES FEMMES, DES SALARIÉS ET DES ÉTRANGERS, C'EST NON!

L'initiative «service citoyen» prétend poursuivre un triple objectif: restaurer le sens de l'engagement pour l'intérêt public, renforcer la sécurité et pallier la pénurie de main d'œuvre dans la santé et le social. Comment? En remplaçant service militaire et service civil par un service citoyen étendu aux femmes, effectué soit dans l'armée, soit dans un domaine d'intérêt public.

Les objectifs sont louables mais la promesse n'est pas tenue. Sous couvert d'égalité,

l'extension de l'obligation de servir aux femmes aggraverait les inégalités, puisque ce service s'ajouterait au travail non rémunéré que les femmes accomplissent déjà (tâches domestiques et familiales, soins aux proches). En outre, en fournissant une main d'œuvre bon marché, cela conduirait à un dumping salarial au détriment des professionnels de la santé et du social, dont les salaires sont déjà trop bas. Ensuite, une baisse de la qualité des prestations est à craindre avec ce

recours à une main d'œuvre non formée. Par ailleurs, l'initiative prévoit que le parlement pourrait étendre ce service obligatoire aux étrangers qui auraient des obligations civiques mais pas de droits civiques! Enfin, le texte de l'initiative ne mentionne que l'armée et la protection civile, mais pas le service civil dont l'existence, en cas d'acceptation, ne serait plus garantie par la Constitution; ses adversaires (nombreux à droite) ne manqueraient pas d'en profiter pour le supprimer!

OUI À L'INITIATIVE POUR L'AVENIR!

Le réchauffement et les dérèglements climatiques s'aggravent, signe que les moyens mis en œuvre par les gouvernements ne sont pas suffisants. Forte de ce constat, la Jeunesse socialiste présente une initiative «pour l'avenir» dont l'objectif est d'allouer plus d'argent à la politique climatique grâce à l'instauration d'un impôt fédéral sur les successions et les donations d'un montant supérieur à 50 millions.

Concrètement, si j'hérite ou reçoit en

donation une somme inférieure ou égale (on peut toujours rêver!) à 50 millions, je ne devrai pas le payer. Si je reçois 100 millions, je devrai payer un impôt de 50% sur le montant qui dépasse 50 millions, donc je paierai 25 millions d'impôt et conserverai 75 millions pour moi (le rêve encore!). Cet impôt ne concerne donc que les ultra-riches, dont le Conseil fédéral estime le nombre en Suisse à 2500. Pourquoi eux? Parce que, comme le rappelait Le Temps le 8 mai 2025, «les 10% les plus riches contribuent

6,5 fois plus qu'une personne moyenne au réchauffement de la planète» du simple fait de leur train de vie luxueux. Il est donc logique et juste socialement d'exiger d'eux une contribution à la hauteur de leur responsabilité.

Le Conseil fédéral et la droite objectent que, si l'initiative passe, les ultra-riches quitteront la Suisse. Pour vérifier s'ils sont nombreux à être plus cupides que patriotes, il faut accepter l'initiative «pour l'avenir» le 30 novembre!

VOTATIONS CANTONALES: POUR PLUS DE DÉMOCRATIE 3× OUI

DEUX MODIFICATIONS DE LA CONSTITUTION ET UNE INITIATIVE VOUS SONT SOUMISES QUI PROPOSENT CHACUNE UNE EXTENSION DE LA COMPOSITION DU CORPS ÉLECTORAL VAUDOIS. NOUS VOUS RECOMMANDONS D'ACCEPTER CES TROIS OBJETS. ILS ONT UN OBJECTIF COMMUN: PROGRESSER VERS UNE SOCIÉTÉ PLUS SOLIDAIRE, PLUS RICHE DE LIENS ET DE DIVERSITÉ.

LA PREMIÈRE MODIFICATION CONCERNE LES VAUDOISES ET VAUDOIS DOMICILIÉS À L'ÉTRANGER

Elle propose d'accepter de les inclure dans l'électorat cantonal lorsqu'il s'agit d'élire les représentants du canton au Conseil des États. C'est déjà le cas pour l'élection au niveau fédéral des conseillers nationaux; tous les Suisses de l'étranger y participent.

LA DEUXIÈME MODIFICATION CONCERNE LES PERSONNES SOUS CURATELLE DE PORTÉE GÉNÉRALE

Elle vous propose d'accepter d'accorder les droits de vote et d'éligibilité sur les plans cantonal et communal à une catégorie de gens qui en sont actuellement privés par une disposition automatique. C'est cette automaticité qui pose problème,

étant contraire aux recommandations de l'ONU et contraire aux droits de l'homme.

LA TROISIÈME EST UNE INITIATIVE INTITULÉE: «POUR DES DROITS POLITIQUES POUR CELLES ET CEUX QUI VIVENT ICI» ELLE CONCERNE LES PERSONNES ÉTRANGÈRES QUI ONT LEUR DOMICILE LÉGAL EN SUISSE DEPUIS DIX ANS AU MOINS ET DANS LE CANTON DEPUIS TROIS ANS AU MOINS

L'initiative veut accorder à ces personnes le droit de vote et d'éligibilité au niveau cantonal aussi. Pourquoi?

- Dans le canton de Vaud, à peu près un résident sur trois n'a pas la nationalité suisse. Cela fait qu'un nombre considérable de gens vivent, travaillent et paient des impôts dans le can-

ton mais n'ont pas la possibilité de s'exprimer sur leur quotidien de citoyens et sur l'utilisation qui est faite de la part de leurs revenus qu'ils cèdent au canton. C'est illogique, injuste et prive de droits une partie de la classe travailleuse de notre pays!

- En augmentant la taille du corps électoral, on perçoit mieux la volonté de la population toute entière, dont la légitimité des choix gagne en pertinence. La démocratie en sera mieux servie.

- En permettant aux étrangères et étrangers de voter, on les intéresse à la politique, à ses thèmes et à ses controverses ce qui favorise leur intégration citoyenne active et responsable.

LA FOURMI RECOMMANDE

CH — Initiative
Service citoyen

NON

CH — Initiative
Pour l'avenir

OUI

VD — Modifications
de la Constitution
et Initiative Pour plus
de démocratie

3× OUI

CRISSIER

À CRISSIER, 8 SEMAINES DE VACANCES POUR LES APPRENTI.E.S

Notre conseiller communal POP de Crissier, Djaouad Souyad, a proposé d'accorder 8 semaines de vacances aux apprenti.e.s de la Commune, dans la continuité de la pétition d'Unia signée par plus de 170'000 personnes. Les jeunes en apprentissage n'ont que 5 semaines, contre 13 pour les gymnasiens. Plus de repos, c'est plus de temps pour étudier, respirer, vivre; c'est refuser que la jeunesse populaire soit réduite à une main-d'œuvre bon marché. Ne pas opposer travail manuel et intellectuel, c'est construire une société solidaire. La droite et le centre (CDC, ROLC, Sauvageons Crissier) ont dans leur majorité fait bloc pour refuser cette motion. Seul le RESOC, groupe unitaire de la gauche crissiroise a voté pour. Rappelons aussi le postulat précédent de notre camarade pour introduire un barème de subvention pour les soins dentaires et orthodontiques, pour les enfants des familles populaires de Crissier. Là encore, le bloc bourgeois avait fait front contre...

ÉLECTIONS COMMUNALES

Le POP a co-fondé, avec le PS, les Verts et des indépendants de gauche, le Regroupement écologiste et social pour Crissier (RESOC) en 2021 pour les dernières élections communales. Djaouad Souyad a été élu sur cette liste et siège depuis 4 ans au Conseil communal. Il y défend sans relâche les intérêts du peuple travailleur, mais avec une droite majoritaire le combat est rude! C'est pourquoi un raz de marée pour le RESOC est la seule manière de porter les intérêts des quartiers populaires de Crissier, qui forment la majorité de sa population. Défendez vos intérêts, rejoignez le POP Crissier!

Contact: Djaouad Souyad
d.souyad@gmail.com — 078 659 30 41

PRILLY

FIN D'ANNÉE MILITANTE AUTOUR D'UNE SOUPE CONVIVIALE

La section du Parti ouvrier et populaire de Prilly termine l'année sur une note combative et conviviale!

LE SAMEDI 22 NOVEMBRE, DE 9H À 12H

Venez nous retrouver sur la place du Marché, au centre de Prilly, une belle occasion d'échanger autour des votations du 30 novembre, mais aussi de recueillir vos avis, vos idées et vos suggestions sur la vie à Prilly et sur vos priorités pour les années à venir.

Dans la perspective des élections communales de mars 2026, le POP de Prilly mène un vaste sondage auprès des habitant.e.s afin de mieux connaître leurs préoccupations, leurs attentes et leurs propositions concrètes pour améliorer la commune.

L'objectif est clair: construire, ensemble, un programme qui reflète réellement ce que vivent, ressentent et souhaitent les Prillérans et les Prillérans.

LE VENDREDI 12 DÉCEMBRE DÈS 16H

Rejoignez-nous pour notre désormais traditionnelle soupe à la courge de fin d'année et vin chaud, également à la place du Marché. Après le succès de l'an dernier, ce moment chaleureux et populaire revient pour offrir un espace de discussion et de rencontre autour d'un bon bol de soupe!

Le POP Prilly reste mobilisé pour une commune plus juste, plus solidaire et véritablement à l'écoute de toutes et tous. Venez échanger, débattre, poser vos questions ou tout simplement partager avec nous un moment convivial autour d'un verre de vin chaud!

Contacts: POP Prilly — prilly@popvaud.ch
Anaïs Timofte: 079 723 13 83
Karl Raschle: 078 767 43 34

POP FOURMI ROUGE: AUSSI À CHAVANNES-PRÈS-RENEUS

Le POP-Fourmi Rouge est présente aussi à Chavannes. Logement, emploi, crèches, vie locale associative et culturelle, environnement... Parlez à vos voisins, discutez de ce qui ne va pas. Informez-nous et engageons-nous ensemble!

La Permanence de la Fourmi rouge, basée à Renens tous les mercredis à la rue de l'Avenir 25, entre 19h et 21h est à votre service pour essayer de trouver des solu-

tions à vos problèmes.

Nous devons nous soutenir les uns, les unes et les autres. Vous pouvez nous aider à aider votre quartier, votre ville, votre région. Vous pouvez également nous rejoindre pour la prochaine élection communale, en tant que sympathisant.e ou membre de la Fourmi Rouge – Parti Ouvrier Populaire. Ne lâchons pas!

Contact: Numa Vittoz, Chavannes,
fourmirouge@popvaud.ch — 076 435 66 39

CRA: 50 ANS, UNE HISTOIRE ANCRÉE DANS RENENS

Le Centre de Rencontre et d'Animation de Renens vient de fêter ses 50 ans. Bravo à son équipe qui en a profité pour rappeler sa riche histoire. Des centaines de jeunes l'ont fréquenté et bénéficié des animations dans ses murs ou à l'extérieur. Son studio de musique, installé dans les années 80, a vu jouer nombre de jeunes musiciens, dont Carlos Leal et le groupe Sens Unik. Le CRA a aussi animé la ville de Renens en général, organisateur de la Fête du printemps ou du Festival de Théâtre en Herbe.

Jusqu'en 2011, date de sa reprise par la ville de Renens et bien que financé quasi exclusivement par elle, il était géré par une association, indépendante et bénévole. Et il a été très présent dans la vie associative, défendant sa subvention menacée dans la rue en 1995 et participant à la création du FAR. Sa communalisation en 2011, demandée par son comité, a permis de faire face aux enjeux de gestion du personnel comme de l'inscrire dans la politique jeunesse de la ville. Le revers de la médaille est qu'en échange de cette stabilité les activités bénévoles autour du CRA se sont taries, malgré les souhaits de tous qu'elles continuent...

Comment conserver et renforcer la vie associative? Et comment créer autour des structures communales un soutien d'usagers et de personnes concernées qui s'engagent?

Une vraie question et un vrai défi pour garder un Renens vivant et divers!

LA FOURMI ROUGE PART EN CAMPAGNE:

ELLE VOUS PRÉSENTE SA VISION, SES CANDIDAT.E.S ET SURTOUT, ELLE EST À VOTRE ÉCOUTE!

• Le 16 janvier dès 18h30 à la buvette de la salle de spectacle: avec Carole Castillo, Elizabete Cunha, candidates à la Municipalité, et Karine Clerc, Municipale sortante. Soirée sur la politique sociale: comment elle fonctionne dans la commune, quel bilan des années passées, comment lutter contre le non-recours aux prestations sociales?

Avec le CLAP (comité de lutte pour l'automatisme des prestations), Didier Divorne et les candidat.e.s au Conseil communal.

• Samedi 10 et 31 janvier:
Place du Marché, 9h-12h

CONTACTS FOURMI ROUGE: FOURMIROUGE@POPVAUD.CH
SILVIO TORRIANI PRÉSIDENT, 077 470 52 72

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO :

Silvio Torriani (ed.resp), Karine Clerc, Nicolas Freymond, Philippe Hertig, Marianne Huguenin, Djaouad Souyad, Anaïs Timofte, Numa Vittoz